# Centre de services scolaire des Hautes-Rivières

États financiers résumés

30 juin 2020



## TABLE DES MATIÈRES

	RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LES ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS			
ÉT	ATS FINANCIERS RÉSUMÉS			
>	État résumé des résultats	2		
>	État résumé de l'excédent accumulé	3		
>	État résumé de la situation financière	4		
NC	TES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS	5 – 16		
RE	NSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES			
>	Revenus	Annexe 1		
>	Charges par champ d'activités	Annexe 2		





### Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers résumés

Aux membres du Conseil d'administration du

Centre de services scolaire des Hautes-Rivières

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent l'état résumé de la situation financière au 30 juin 2020, l'état résumé des résultats et l'état résumé de l'excédent accumulé pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires aux états financiers résumés, sont tirés des états financiers audités du Centre de services scolaire des Hautes-Rivières pour l'exercice terminé le 30 juin 2020. Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers dans notre rapport daté du 16 octobre 2020. Ni ces états financiers ni les états financiers résumés ne reflètent les incidences d'événements survenus après la date de notre rapport sur ces états financiers.

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. La lecture des états financiers résumés ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers audités du Centre de services scolaire des Hautes-Rivières.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers audités conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

#### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés, sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, « Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés ».

#### Opinion

À notre avis, les états financiers résumés tirés des états financiers audités du Centre de services scolaire des Hautes-Rivières pour l'exercice terminé le 30 juin 2020 constituent un résumé fidèle de ces états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Vaudreuil-Dorion, Le 16 octobre 2020

<sup>1</sup> CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A112703

476, ave. St-Charles, bureau 102, Vaudreuil-Dorion, QC J7V 2N6

budreau herier lac.

Téléphone: 450 455-7202

Télécopieur: 450 455-9780

30, ave. Du Centenaire, bureau 125, Salaberry-de-Valleyfield, QC J6S 5X4

Téléphone : 450 373-7202

Télécopieur : 450 373-7277

# CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES ÉTAT RÉSUMÉ DES RÉSULTATS

de l'exercice terminé le 30 juin 2020

	and States to		
	STERNING THE		
		<u>2020</u>	2019
Revenus			
Subvention de fonctionnement du MEQ		195 588 075 \$	185 684 559 \$
Autres subventions		302 151	577 965
Taxe scolaire		23 909 175	26 907 271
Droits de scolarité et frais de scolarisation		645 135	744 140
Ventes de biens et services		10 223 263	14 712 971
Revenus divers		1 131 037	893 069
	Annexe 1	231 798 836	229 519 975
Charges par champ d'activités			
Activités d'enseignement et de formation		118 640 932	115 388 776
Activités de soutien à l'enseignement et à la formation		53 761 525	53 077 910
Services d'appoint		23 030 182	23 396 078
Activités administratives		10 065 612	9 282 165
Activités relatives aux biens meubles et immeubles		22 840 045	22 320 168
Activités connexes		5 254 274	5 720 551
Charges liées à la variation de la provision pour			
avantages sociaux		605 954	(194 657)
	Annexe 2	234 198 524	228 990 991
Excédent (déficit) de l'exercice		(2 399 688) \$	528 984 \$

Les notes complémentaires et renseignements supplémentaires font partie intégrante des états financiers résumés.



## CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES ÉTAT RÉSUMÉ DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ

de l'exercice terminé le 30 juin 2020

	2020	<u>2019</u>
Excédent accumulé au début	16 238 304 \$	15 709 320 \$
Excédent (déficit) de l'exercice	(2 399 688)	528 984
Excédent accumulé à la fin	13 838 616 \$	16 238 304 \$

Les notes complémentaires et renseignements supplémentaires font partie intégrante des états financiers résumés.



## CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES ÉTAT RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 30 juin 2020

		和数是1月至2
	<u>2020</u>	2019
Actifs financiers		
Encaisse	2 238 141 \$	- \$
Subvention de fonctionnement à recevoir	17 636 222	21 659 424
Subvention à recevoir - Financement	24 058 940	25 946 039
Taxe scolaire à recevoir	2 011 793	2 560 815
Débiteurs (note 4)	2 533 730	2 423 308
Stocks destinés à la revente	74 208	99 608
	48 553 034	52 689 194
Passifs		
Découvert bancaire	::€	1 018 173
Emprunts temporaires (note 5)	(±	265 000
Créditeurs, frais courus à payer et autres passifs (note 6) Contributions reportées affectées à l'acquisition	38 114 065	36 780 131
d'immobilisations corporelles	3 314 083	3 321 366
Revenus perçus d'avance (note 7)	1 872 148	1 393 323
Provision pour avantages sociaux (note 8)	9 356 458	8 750 503
Passif au titre des sites contaminés	148 830	129 879
Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse		
de subvention (note 9)	173 764 806	158 075 650
	226 570 390	209 734 025
Dette nette	(178 017 356)	(157 044 831)
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 10)	190 842 752	172 384 809
Stocks de fournitures	703 542	698 339
Charges payées d'avance	309 678	199 987
	191 855 972	173 283 135
Excédent accumulé	13 838 616 \$	16 238 304 \$
Les notes complémentaires et renseignements supplémentaires font résumés.	partie intégrante de	es états financiers
Pour le conseil d'administration,		
, Administrateur		
, Administrateur		



de l'exercice terminé le 30 juin 2020

#### 1- STATUTS

La Commission scolaire des Hautes-Rivières était constituée en vertu du décret 1014-97 du 13 août 1997. Le 15 juin 2020, la Commission scolaire des Hautes-Rivières est devenue le Centre de services scolaire des Hautes-Rivières (le « Centre de services scolaire ») suite à l'entrée en vigueur de la Loi modifiant principalement la loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires.

Les états financiers ont été élaborés pour satisfaire aux exigences de l'article 287 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. 1-13.3). Le Centre de services scolaire a pour mission d'établir les établissements d'enseignement sur son territoire, de les soutenir et de les accompagner en leur rendant accessibles les biens et services et en leur offrant les conditions optimales leur permettant de dispenser aux élèves des services éducatifs de qualité et de veiller à leur réussite éducative, en vue de l'atteinte d'un plus haut niveau d'instruction, de socialisation et de qualification de la population.

#### 2- ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

Les états financiers résumés comprennent les informations financières historiques qui sont tirées des états financiers complets et sont moins détaillés que ces derniers.

Ils comprennent des données regroupées, les principaux totaux partiels et totaux des états financiers complets correspondants et des informations tirées des notes complémentaires des états financiers complets. Ils ne comprennent pas les renseignements complémentaires des charges par nature et certains autres renseignements complémentaires inclus dans les états financiers complets.

#### 3- MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Centre de services scolaire utilise les Normes comptables canadiennes pour le secteur public publiées par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de CPA Canada. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ces normes.

#### Estimations comptables

La préparation des états financiers du Centre de services scolaire par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour créances douteuses, la durée de vie utile des immobilisations corporelles, certaines éventualités, la provision pour avantages sociaux et le passif au titre des sites contaminés. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

#### Revenus

Les revenus sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.



de l'exercice terminé le 30 juin 2020

#### 3- MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les revenus de subventions du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) sont constatés dans l'exercice où ils sont dûment autorisés par le Ministère, soit lors du vote annuel des crédits et où le Centre de services scolaire a satisfait aux critères d'admissibilité prescrits dans les règles budgétaires de cet exercice. À moins d'indications contraires, les revenus de subventions du MEQ ne sont par reportés.

Les subventions affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles qui sont des paiements de transfert sont constatées lorsque les subventions sont autorisées et que le Centre de services scolaire a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est. Elles sont présentées au poste « Contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles» lorsqu'elles sont assorties de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Le revenu relatif à la subvention est constaté aux résultats au moment où le passif est réglé au poste « Amortissement des contributions reportées à l'acquisition d'immobilisations corporelles ».

Les autres contributions affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles qui ne sont pas des paiements de transfert sont reportées dans le poste « Contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles » et constatées à titre de revenus au poste « Amortissement des contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles » dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites.

Les revenus de la taxe scolaire sont constatés dans la période couverte par le rôle de perception. Les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur. La période couverte par les factures annuelles de taxe scolaire est du 1er juillet au 30 juin. La taxe scolaire est imposée sur la valeur uniformisée ajustée après exemption. La valeur uniformisée ajustée est déterminée par l'application, sur trois ans, de la variation entre la valeur uniformisée effective au 31 décembre de la dernière année du rôle précédent et celle figurant au nouveau rôle qui prend effet le 1er janvier. Les revenus tenant lieu de la taxe scolaire sont constatés dans l'exercice au cours duquel les sommes sont encaissées.

#### Charges

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice, qu'un paiement ait été fait ou non, ou que des factures aient été reçues ou non, et l'amortissement du coût des immobilisations pour l'exercice.

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent : les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité. Ces placements sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de marché.

#### Instruments financiers

Le Centre de services scolaire ne détient pas au 30 juin 2020 et n'a pas détenu au cours de l'exercice d'instruments financiers devant être évalués à la juste valeur et par conséquent, il n'y a pas de gain ou de perte de réévaluation.



de l'exercice terminé le 30 juin 2020

### 3- MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### Actifs financiers

Les débiteurs sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation annuelle de cette provision est imputée aux résultats de l'exercice.

Les stocks destinés à la revente sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le fonds d'amortissement afférent aux dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention est comptabilisé au montant versé pour l'exercice par le ministère de l'Éducation du Québec pour atteindre le montant du capital à payer à l'échéance.

#### **Passifs**

#### Revenus perçus d'avance

Les sommes reçues concernant des revenus qui seront gagnés dans une année ultérieure sont reportées et présentées à titre de revenus perçus d'avance au passif.

Des revenus peuvent être comptabilisés à ce titre s'ils sont assortis de stipulations.

À l'exception des allocations consenties aux fins du perfectionnement, les revenus de subvention versés par le ministère de l'Éducation du Québec, conformément aux dispositions des règles budgétaires, ne sont pas reportés, sauf indications contraires.

#### Provision pour avantages sociaux

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie, des vacances, des heures supplémentaires accumulées, de l'assurance-traitement et des autres congés sociaux (maternité, paternité) dus aux employés du Centre de services scolaire sont comptabilisées au coût à titre de passif. La variation de l'exercice de la provision est portée aux résultats.

#### Dettes à long terme

Les dettes à long terme sont comptabilisées au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance.

Les frais d'émission liés aux dettes sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus dans le solde des dettes à long terme.

#### Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation des sites contaminés sont comptabilisées lorsqu'il est probable que le Centre de services scolaire en assumera la responsabilité dans la mesure où la contamination dépasse la norme environnementale et que le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable. Le passif au titre des sites contaminés comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des sites contaminés. Le Centre de services scolaire a utilisé différentes méthodes pour estimer les coûts de réhabilitation et de gestion, dont des études de caractérisation ou des analyses comparatives. Pour chaque site contaminé, le coût estimé a été majoré pour tenir compte du degré de précision associé à la méthode employée. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.



de l'exercice terminé le 30 juin 2020

### 3- MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### Actifs non financiers

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'année financière et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de service.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. À l'exception des terrains, le coût des immobilisations corporelles est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile estimatives suivantes:

Aménagements	10 ou 20 ans
Bâtiments	35 à 50 ans
Améliorations et transformations majeures	25 à 40 ans
Matériel et équipement	3 à 15 ans
Équipement spécialisé relié à l'éducation	10 ou 20 ans
Réseaux de télécommunications	20 ans

Les immobilisations en cours de construction, en développement ou en mise en valeur ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec une contrepartie au passif dans les revenus reportés, à l'exception des terrains où la contrepartie est constatée dans les revenus de l'année d'acquisition. Les revenus reportés sont virés graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Centre de services scolaire de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Cette dépréciation est alors imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel elle est déterminée. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

#### Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours du ou des prochains exercices. Ces stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation.

### Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont le Centre de services scolaire bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Ces frais seront imputés aux charges au moment où le Centre de services scolaire bénéficiera des services acquis.



### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

de l'exercice terminé le 30 juin 2020

#### 3- MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle partagé.

Les actifs reçus sans contrepartie d'une entité incluse au périmètre comptable du gouvernement du Québec sont constatés à leur valeur comptable. Quant aux services reçus à titre gratuit, ils ne sont pas comptabilisés. Les autres opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

4- DÉBITEURS		
	<u>2020</u>	2019
Comptes à recevoir des usagers	1 355 347 \$	1 196 700 \$
Avances à des employés	72 007	10 833
Taxes à la consommation	851 637	540 977
Autres ventes de biens et services	<u>1 329 359</u>	1 497 611
	3 608 350	3 246 121
Moins: provision pour créances douteuses	1 074 620	822 813
	2 533 730 \$	2 423 308 \$

#### 5- EMPRUNTS TEMPORAIRES

Le montant mensuel maximal d'emprunts temporaires que le Centre de services scolaire peut contracter est établi par le ministère de l'Éducation du Québec. Au 30 juin 2020, le crédit autorisé est de 87 128 921 \$ sous forme de billets, de découvert bancaire, d'ouvertures de crédit au taux de base (2,45 % au 30 juin 2020) ou d'acceptations bancaires. Les emprunt temporaires sont garantis par une cession des subventions du ministère de l'Éducation du Québec.

### 6- CRÉDITEURS, FRAIS COURUS À PAYER ET AUTRES PASSIFS

	2020	2019
Salaires et charges sociales	20 503 202 \$	19 039 104 \$
Fournisseurs et retenues sur contrats	9 650 321	10 371 753
Intérêts courus	1 201 871	1 094 743
Fonds à destination spéciale	2 419 786	2 109 108
Autres	4 338 885	4 165 423
	38 114 065 \$	36 780 131 \$



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

7- REVENUS PERÇUS D'AVANCE		DESTRUCTION
	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Taxe scolaire perçue d'avance	700 155 \$	743 194 \$
Revenus perçus d'avance des usagers	940 279	415 947
Subventions de fonctionnement reportées	231 714	234 182
	1 872 148 \$	1 393 323 \$
8- PROVISION POUR AVANTAGES SOCIAUX		
	<u>2020</u>	2019
Congés de maladie	1 367 025 \$	1 487 542 \$
Vacances	5 122 983	4 781 484
Heures supplémentaires accumulées	273 521	251 586
Indemnités de départ	188 554	112 614
Assurance-traitement	858 142	669 879
Autres congés spéciaux	123 975	119 461
Contributions de l'employeur sur les avantages sociaux	1 422 258	1 327 937
	9 356 458 \$	8 750 503 \$
9- DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PRO	MESSE DE SUBVENTION	
Montant à Solde au	Émission de Remboursement	Solde au 30 juin

Billets	Taux	Montant à l'émission	Solde au 30 juin 2019	Émission de l'exercice	Remboursement de l'exercice	Solde au 30 juin 2020
2013-2023	2,873%	2 350 000	1 575 000	2	155 000	1 420 000
2013-2023	3,296%	10 400 000	8 320 000	-	416 000	7 904 000
2014-2024	3,271%	23 285 000	14 873 000	<u>=</u>	2 103 000	12 770 000
2015-2019	1,211%	19 985 000	17 588 000	Ħ	17 588 000	-
2016-2041	3,210%	12 600 000	11 088 000	3	504 000	10 584 000
2016-2025	2,216%	24 870 000	17 526 000	*	2 448 000	15 078 000
2016-2024	2,154%	1 400 000	1 060 000	·*	170 000	890 000
Solde à reporte	эг	94 890 000	72 030 000	*	23 384 000	48 646 000



de l'exercice terminé le 30 juin 2020

### 9- DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PROMESSE DE SUBVENTION (suite)

Billets	Taux	Montant à l'émission	Solde au 30 juin 2019	Émission de l'exercice	Remboursement de l'exercice	Solde au 30 juin 2020
Solde reporté		94 890 000	72 030 000	æ	23 384 000	48 646 000
2017-2027	2,747%	9 400 000	8 648 000	:€	376 000	8 272 000
2017-2020	1,220%	1 512 000	504 000	<del>}</del>	504 000	*
2018-2027	2,787%	28 100 000	26 853 000	::	1 247 000	25 606 000
2018-2033	3,140%	23 787 000	22 183 000		1 604 000	20 579 000
2019-2044	2,785%	26 724 000	26 724 000	5 <b>4</b> 1	1 069 000	25 655 000
2019-2022	1,808%	1 938 000	1 938 000	8	646 000	1 292 000
2020-2045	2,299%	26 782 000	~	26 782 000	024	26 782 000
2020-2041	2,229%	16 889 000	-	16 889 000	9	16 889 000
2020-2023	0,738%	999 000	·	999 000		999 000
		231 021 000	158 880 000	44 670 000	28 830 000	174 720 000
Frais reportés dette à long te		-	(804 350)	(250 623)	(99 779)	(955 194)
		231 021 000 \$	158 075 650 \$	44 419 377 \$	28 730 221 \$	173 764 806 \$

Les billets sont remboursés à même les subventions accordées par le ministère de l'Éducation du Québec, lesquels viennent à échéance de 2020 à 2045.

Les versements en capital à effectuer sur les billets au cours des prochains exercices sont les suivants:

2021	12 945 000 3	\$
2022	12 945 000 3	\$
2023	12 299 000 3	\$
2024	19 006 000 3	\$
2025	16 528 000 3	\$
2026 et suivants	100 997 000 \$	\$



### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

de l'exercice terminé le 30 juin 2020

#### 10- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette 2020	Valeur comptable nette 2019
Terrains	2 263 307 \$	- \$	2 263 307 \$	1 714 308 \$
Aménagements	10 434 244	3 368 843	7 065 401	6 062 966
Bâtiments	239 065 152	135 252 600	103 812 552	91 351 823
Améliorations et transformations				
majeures	85 531 778	16 112 857	69 418 921	63 738 674
Matériel et équipement	14 018 996	7 637 244	6 381 752	7 346 633
Équipement spécialisé relié à				
l'éducation	3 659 958	2 114 094	1 545 864	1 737 770
Réseaux de télécommunications	1 553 606	1 198 651	354 955	432 635
	356 527 041 \$	165 684 289 \$	190 842 752 \$	172 384 809 \$

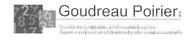
Le total des immobilisations corporelles inclut des immobilisations corporelles en cours de construction et de développement, soit 261 788 \$ (432 983 \$ en 2019) pour des aménagements, 21 678 278 \$ (5 253 929 \$ en 2019) pour des bâtiments et 3 653 400 \$ (1 597 226 \$ en 2019) pour des améliorations et transformations majeures.

### 11- RÉGIME DE RETRAITE

Les membres du personnel du Centre de services scolaire participent au Régime de retraite des employés du gouvernement du Québec et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Les taux de cotisation sont les suivants: un taux de 10,63 % (10,88 % en 2019) de la masse salariale pour le RREGOP et un taux de 12,29 % (12,82 % en 2019) pour le RRPE. Aucune charge n'est comptabilisée aux résultats du Centre de services scolaire, car elle est assumée directement par le ministère des Finances du Québec.

#### 12- ÉVENTUALITÉS

Au 30 juin 2020, le Centre de services scolaire fait l'objet de griefs collectifs déposés par un groupe d'employés qui visent le besoin de soutien lors de l'intégration de certains élèves en difficultés dans les classes régulières. La direction a comptabilisé une provision dans les états financiers qu'elle juge être suffisante afin de faire face aux pertes éventuelles découlant du règlement de ces griefs. À la date des états financiers, il est impossible de prévoir le dénouement de l'ensemble de ces griefs. Tout écart entre le montant comptabilisé aux états financiers et le montant du règlement final de cette éventualité sera imputé à l'excédent (déficit) de l'exercice au cours duquel aura lieu le règlement.

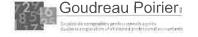


de l'exercice terminé le 30 juin 2020

#### 13- OPÉRATIONS INTERENTITÉS

En plus des opérations interentités déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, le Centre de services scolaire est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Centre de services scolaire n'a conclu aucune opération commerciale interentités autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles.

Actif	<u>2020</u>	2019
Ministère de l'Éducation du Québec		
Subventions de fonctionnement à recevoir	17 003 890 \$	21 474 030 \$
Subventions à recevoir - Financement	24 058 940	25 946 039
Autres subventions	632 332	185 394
Ministère du revenu		
Débiteurs	642 380	370 242
Fonds de financement		
Frais reportés liés à la dette à long terme	955 194	804 350
Autres organismes		
Débiteurs	104 217	319 858
Passif		
Ministère du revenu		
Créditeurs	2 935 554 \$	4 000 979 \$
Ministère de l'Éducation du Québec		
Revenus perçus d'avance	231 714	234 182
Fonds de financement		
Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention	174 720 000	158 880 000
Intérêts courus à payer sur les dettes à long terme faisant l'objet		
d'une promesse de subvention	1 201 871	1 094 657
Autres organismes		
Créditeurs	772 683	663 397



de l'exercice terminé le 30 juin 2020

- OPÉRATIONS INTERENTITÉS (suite)		
	2020	<u>2019</u>
Résultats - revenus		
Ministère de l'Éducation du Québec		
Subvention de fonctionnement	195 588 075	185 684 559
Fonds de développement du marché du travail - MTESS		
Autres subventions	264 651	577 965
Autres organismes		
Subventions tenant lieu de taxe	37 517	42 192
Droits et intérêts	6 200	6 550
Autres revenus	142 484	60 800
Autres subventions	37 500	-
Résultats - charges		
Réparties entre les différents champs d'activités		
Hydro-Québec	2 303 294	2 622 271
Ministère des Finances	7 591 971	7 052 958
Autres organismes	163 142	293 147
Fonds de financement - service de la dette	4 266 413	3 927 335

### 14- GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS

#### Politique de gestion des risques

Le Centre de services scolaire, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 30 juin 2020.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à des obligations contractuelles. Le risque de crédit du Centre de services scolaire est principalement attribuable à ses débiteurs excluant les taxes à la consommation. Afin de réduire son risque de crédit, le Centre de services scolaire analyse régulièrement le solde de ses débiteurs et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative. Le risque de crédit associé aux subventions est réduit au minimum puisque ces sommes sont à recevoir des gouvernements.

La valeur comptable des principaux actifs du Centre de services scolaire représente l'exposition maximale du Centre de services scolaire au risque de crédit.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des débiteurs excluant les taxes à la consommation, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 30 juin 2020.



### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

de l'exercice terminé le 30 juin 2020

4- GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS (sui	te)	
	2020	<u>2019</u>
Débiteurs		
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	849 295 \$	1 040 283 \$
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	22 116	291 085
De 61 à 90 jours suivant la date de facturation	26 007	116 736
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	1 859 295	1 257 040
	2 756 713	2 705 144
Provision pour créances douteuses	(1 074 620)	(822 813)
Total des débiteurs, déduction faite de la provision		
pour créances douteuses	1 682 093 \$	1 882 331 \$

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Centre de services scolaire éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Le Centre de services scolaire est exposé à ce risque principalement en regard à ses créditeurs, frais courus à payer et autres passifs, sa provision pour avantages sociaux, ses emprunts temporaires et ses dettes à long terme.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers du Centre de services scolaire au 30 juin 2020 se détaillent comme suit:

30 juin 2020	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs, frais courus à payer et autres	33 019 558 \$	2 365 331 \$	172 882 \$	34 740 \$	35 592 511 \$
passifs Dette à long terme Provisions pour	12 945 000	25 244 000	35 534 000	100 997 000	174 720 000 \$
avantages sociaux	7 374 905	208 352	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	1 773 201	9 356 458 \$
	53 339 463 \$	27 817 683 \$	35 706 882 \$	102 804 941 \$	219 668 969 \$

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'il soient à taux fixe ou à taux variable. Les instruments à taux d'intérêt assujettissent le Centre de services scolaire à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.



### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

de l'exercice terminé le 30 juin 2020

#### 14- GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Juste valeur des actifs et passifs financiers

La juste valeur des instruments financiers dont l'échéance est à court terme se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance.

La juste valeur des emprunts à taux fixe correspond approximativement à leur valeur comptable puisque les taux d'intérêt applicables en vertu des accords de financement actuels sont comparables à ceux offerts sur le marché.

#### 15- OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Dans le cadre de ses opérations, le Centre de services scolaire a conclu différents accords à long terme dont les plus importants ont donné lieu aux obligations contractuelles ci-dessous:

a) Le Centre de services scolaire a signé des contrats de location d'équipement et de locaux venant à échéance entre 2021 et 2023. Les déboursés futurs totalisent 219 557 \$ et comprennent les versements suivants pour les prochains exercices:

2021	175 432	\$
2022	33 094	\$
2023	11 031	\$

b) Le Centre de services scolaire a également signé des contrats d'approvisionnement de services venant à échéance entre 2021 et 2023. Les déboursés futurs totalisent 23 627 218 \$ et comprennent les versements suivants pour les prochains exercices:

2021	12 503 740	\$
2022	10 781 725	\$
2023	341 753	\$

c) Le Centre de services scolaire a signé des contrats de réaménagement de certaines écoles pour un montant de 19 546 869 \$ au 30 juin 2020.

#### 16- INCIDENCE DE LA PANDÉMIE

Au mois de mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré une pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19). Cette pandémie a conduit les gouvernements à adopter des mesures d'urgence temporaires ayant eu certaines répercussions sur les activités du Centre de services scolaire.

En réponse aux effets de la pandémie, le Centre de services scolaire a évalué les incertitudes entourant la crise et ses impacts potentiels sur les estimations comptables, la gestion du risque et les instruments financiers. Les incidences qui en découlent sont reflétées dans ses états financiers. Le Centre de services scolaire continuera de surveiller de près les impacts de la pandémie au fur et à mesure que la situation se développera.



	2020	2010
	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Subventions de fonctionnement du MEQ		
Subvention de fonctionnement et financement	174 005 858 \$	160 979 827 \$
Subvention pour le service de la dette	16 547 381	19 293 942
Subvention pour le transport scolaire	5 034 836	5 410 790
	195 588 075	185 684 559
Autres subventions	<del>,</del>	
Subventions du gouvernement provincial	302 151	577 965
oubvertions au gouvernement provincial		
Taxe scolaire	23 909 175	26 907 271
Droits de scolarité et frais de scolarisation		
Frais de scolarisation - Effectifs adultes	79 774	93 133
Revenus - Cours en formation professionnelle	534 256	637 888
Droits de scolarité pour les élèves de l'extérieur du Québec	31 105	13 119
	045.405	744.440
	645 135	744 140
Ventes de biens et services		
Fournitures et matériel scolaire	262 364	239 123
Surveillance et transport du midi	839 633	1 396 722
Service de garde	5 530 589	7 632 688
Autres activités chargées aux usagers	1 534 795	2 655 920
Autres ventes de biens et services	2 055 882	2 788 518
	10 223 263	14 712 971
Revenus divers		
Intérêts, pénalités et frais de retard	218 599	565 999
Location d'immeubles ou de biens meubles	108 773	189 029
Subvention - Financement (passif au titre des sites contaminés -	00.004	(00, 400)
réévaluation)	28 891	(80 436)
Autres revenus  Amortissement des contributions reportées affectées à l'acquisition	549 000	-
d'immobilisations corporelles	225 774	218 477
	1 131 037	893 069
	231 798 836 \$	229 519 975 \$



# CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES CHARGES PAR CHAMP D'ACTIVITÉS

	2020	2019
Activités d'enseignement et de formation		
Éducation préscolaire	9 703 188 \$	9 247 222 \$
Enseignement primaire	53 827 625	53 170 156
Enseignement secondaire général	28 448 047	26 824 025
Formation professionnelle	6 882 320	7 790 590
Enseignement particulier	16 397 859	15 474 283
Formation générale des adultes	3 381 893	2 882 500
,	118 640 932	115 388 776
Activités de soutien à l'enseignement et à la formation	-	
Gestion des écoles et des centres	14 382 499	14 130 259
Moyens d'enseignement	4 431 992	4 161 106
Services complémentaires, pédagogiques particuliers et		
de formation d'appoint	29 333 359	28 245 627
Animation et développement pédagogique	2 229 003	2 003 559
Perfectionnement du personnel enseignant et autre		
personnel de soutien à l'enseignement	463 110	659 649
Activités sportives, culturelles et sociales	2 921 562	3 877 710
	53 761 525	53 077 910
Services d'appoint		
Transport scolaire	12 222 258	12 744 020
Service de garde	10 807 924	10 652 058
	23 030 182	23 396 078
Activités administratives		
Conseil des commissaires et comités	210 157	227 408
Gestion	7 052 633	6 557 487
Services corporatifs	2 737 073	2 409 034
Perfectionnement du personnel administratif et ouvrier	65 749	88 236
	10 065 612	9 282 165
Activités relatives aux biens meubles et immeubles		
Entretien et amortissement des biens meubles	3 687 571	3 632 409
Conservation et amortissement des biens immeubles	9 656 732	9 275 728
Entretien ménager	5 965 522	5 387 071
Consommation énergétique	3 096 818	3 651 489
Location d'immeubles	214 199	134 946
Protection et sécurité	125 481	157 449
Améliorations, transformations et rénovations majeures		
non capitalisables	93 722	81 076
	22 840 045	22 320 168
	(T) =	



# Annexe 2 (suite)

# CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES CHARGES PAR CHAMP D'ACTIVITÉS

Remarks the following the company of	<b>经</b> 特别表现的现在	
	<u>2020</u>	2019
Activités connexes		
Financement	4 672 919	4 483 392
Projets spéciaux	241 660	358 071
Rétroactivité	122 851	643 961
Droits de scolarité et ententes	103 598	80 814
Prêts de services	(35 271)	75 257
Variation des provisions	148 517	79 056
	5 254 274	5 720 551
Charges (revenus) liés à la variation de la provision pour		
avantages sociaux	605 954	(194 657)
	234 198 524 \$	228 990 991 \$